

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                          Par porteur ou par la poste.  
                          Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                          Etranger : Port en sus

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## MESSAGE

de M. le Maréchal PÉTAIN  
Chef de l'Etat Français

(10 octobre 1940)

Français,

La France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire.

Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique.

Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient.

Votant tous les quatre ans, vous vous donniez l'impression d'être des citoyens libres d'un Etat libre. Aussi vous étonnerai-je, en vous disant que, jamais, dans l'histoire de la France, l'Etat n'a été plus asservi, qu'au cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement, et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques, et par des équipes politiques ou syndicales, prétendant fallacieusement représenter la classe ouvrière.

Selon la prédominance de l'une ou de l'autre de ces deux servitudes, des majorités se succédaient au pouvoir, animées trop souvent du souci d'abattre la minorité rivale. Ces luttes provoquaient des désastres. L'on recourait, alors, à ces vastes formations dites, « d'Union Nationale », qui ne constituaient qu'une duperie supplémentaire.

Ce n'est pas, en effet, en réunissant des divergences que l'on parvient à la cohérence. Ce n'est pas en totalisant des bonnes volontés que l'on obtient une volonté.

De ces oscillations et de ces vassalités, la marque s'imprimait, profondément, dans les mœurs. Tout criait l'impuissance d'un régime qui ne se maintenait, au travers des circonstances les plus graves, qu'en se renonçant lui-même, par la pratique des pleins pouvoirs. Il s'acheminait, ainsi, à grands pas, vers une révolution politique que la guerre et la défaite ont seulement hâtée.

Prisonnier d'une telle politique intérieure, ce régime ne pouvait, le plus souvent, pratiquer une politique extérieure digne de la France.

Inspirée tour à tour par un nationalisme ombrageux et par un pacifisme déréglé, faite d'incompréhension et de faiblesse — alors que notre victoire nous imposait la force et la générosité — notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'aux abîmes. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui y conduisait.

Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les Chambres, la guerre, une guerre presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions su ni l'éviter, ni la préparer.

\* \* \*

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut aujourd'hui reconstruire la France.

L'ordre nouveau ne peut, en aucune manière, impliquer un retour, même déguisé, aux erreurs qui nous ont coûté si cher. On ne saurait, davantage, y découvrir les traits d'une sorte d'« Ordre Moral », ou d'une revanche des événements de 1936.

L'ordre nouveau ne peut être une imitation servile d'expériences étrangères. Certaines de ces expériences ont leur sens et leur beauté. Mais chaque peuple doit concevoir un régime adapté à son climat et à son génie.

L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devons tragiquement réaliser, dans la défaite, la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir.

\* \* \*

## POLITIQUE EXTERIEURE : Un régime national

Indépendante du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir, l'est aussi et à plus forte raison, des succès ou des revers d'autres Nations, qui ont été dans l'Histoire ses amies ou ses ennemies.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés ou de ces imitations dites « traditionnelles » qui n'ont, en fait, cessé de se modifier à travers l'histoire, pour le plus grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes.

Le régime nouveau défendra, tout d'abord, l'unité nationale, c'est-à-dire l'étroite union de la Métropole et de la France d'Outre-Mer.

Il maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde.

Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale.

Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait d'ailleurs que quelle que soit la carte politique de l'Europe et du Monde, le problème des rapports franco-allemands, si légèrement traité dans le passé, continuera de déterminer son avenir.

Sans doute l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration.

A la misère, aux troubles, aux répressions et sans doute aux conflits, que susciterait une nouvelle paix faite « à la manière du passé », l'Allemagne peut préférer une paix vivante pour le vainqueur, une paix génératrice de bien-être pour tous.

Le choix appartient d'abord au vainqueur : il dépend aussi du vaincu.

Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir.

Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation, nos deuils, nos ruines. En présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite.

\*  
\*   \*  
\*

#### POLITIQUE INTERIEURE :

##### Un régime hiérarchique et social

Le régime nouveau sera une *hiérarchie* sociale.

Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des chances données à tous les Français de prouver leur aptitude à *servir*.

Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. Aucun préjugé défavorable n'atteindra un Français du fait de ses origines sociales, à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la Nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres.

Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous.

Certains craindront peut-être que la hiérarchie nouvelle détruise une liberté à laquelle ils tiennent, et que leurs pères ont conquise au prix de leur sang.

Qu'ils soient sans inquiétude.

L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'Etat, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. Un peuple n'est plus libre, en dépit de ses bulletins de vote, dès que le Gouvernement, qu'il a librement porté au pouvoir, devient le prisonnier de ses coalitions.

Que signifierait, d'ailleurs, en 1940, la liberté — l'abstraite liberté — pour un ouvrier chômeur ou pour un petit patron ruiné, sinon la liberté de souffrir sans recours au milieu d'une nation vaincue ?

Nous ne perdrons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté que pour mieux en sauver la substance.

L'Histoire est faite d'alternances entre des périodes d'autorité dégénérant en tyrannie et des périodes de liberté engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et des libertés.

\*   \*

Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère *social*.

Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits. Il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques.

Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le devoir de travailler. Ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyens. Mais tous les Français ont également droit au travail. On conçoit aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique.

Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrions, dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité, où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent.

Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers métiers. Telle solution qui s'impose pour l'industrie, n'aurait aucune raison d'être pour l'agriculture familiale, qui constitue la principale base économique et sociale de la France.

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers.

Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'Etat, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse. Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des « lock out » et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux du travail.

\*   \*

#### POLITIQUE ECONOMIQUE :

##### L'économie coordonnée et la monnaie au service de l'économie

Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique.

Sur le plan parlementaire : apparence de liberté.

Sur le plan de la production et des échanges : apparence de libéralisme, mais, en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat.

Cette dégradation du libéralisme économique s'explique d'ailleurs aisément.

La libre concurrence était, à la fois, le ressort et le régulateur du régime libéral. Le jour où les coalitions et les trusts brisèrent ce mécanisme essentiel, la production et les prix furent livrés, sans défense, à l'esprit de lucre et de spéculation.

Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire, en face de stocks invendus et même détruits, dans le seul dessein de soutenir les cours des matières premières.

Ainsi s'annonçait la crise mondiale.

Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront :

L'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'Etat des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin donc de brider l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles, en la subordonnant à l'intérêt national.

La monnaie doit être au service de l'économie. Elle doit permettre le plein essor de la production, dans la stabilité des prix et des salaires.

Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'or qu'à la garantie des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production.

Un tel système implique un double contrôle :

— sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des changes, pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers.

— sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la liberté des hommes, si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique.

Il n'est conçu qu'en fonction de l'intérêt national, il devra, dans les dures épreuves que nous traversons, s'exercer avec une entière rigueur.

Que la classe ouvrière et la bourgeoisie fassent, ensemble, un immense effort, pour échapper aux routines de paresse et prennent conscience de leur intérêt commun de citoyens, dans une nation désormais unie.

### Conclusion

Telle est, aujourd'hui, Français, la tâche à laquelle je vous convie.

Il faut reconstruire.

Cette reconstruction, c'est avec vous que je veux la faire.

La constitution sera l'expression juridique de la révolution déjà commencée dans les faits, car les institutions ne valent que par l'esprit qui les anime.

Une révolution ne se fait pas seulement à coups de lois et de décrets. Elle ne s'accomplit que si la Nation la comprend et l'appelle, que si le peuple accompagne le Gouvernement, dans la voie de la rénovation nécessaire.

Bientôt, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communion avec les anciens combattants, déjà formés en Légion, vous meniez cette Révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles, et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.

PHILIPPE PÉTAIN.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 24 septembre — Loi portant prorogation des délais de présentation des traites bancaires relatives aux marchandises embarquées dans les ports coloniaux avant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et non parvenus à destination. (Arrêté de promulgation n° 472 du 15 novembre 1940) . . . . . 504
- 24 septembre — Loi et arrêtés ministériels et interministériels relatifs à l'application aux colonies des lois des 13 et 20 août 1940 sur le ravitaillement général de la métropole. (Arrêté de promulgation n° 473 du 15 novembre 1940) . . . . . 504
- 1<sup>er</sup> octobre — Loi autorisant l'allocation d'avances aux planteurs de bananes des colonies et territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies. Arrêté de promulgation n° 465 du 31 octobre 1940). . . . . 506
- 3 octobre — Loi relative au statut des Juifs. (Arrêté de promulgation n° 474 du 15 novembre 1940) . . . . . 506

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- 15 mai — N° 251 — Arrêté portant suppression et réduction d'indemnités. . . . . 507
- 17 septembre — N° 1926 D. S. — Arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant le régime des passeports pour les voyageurs français et étrangers se déplaçant en avion à l'intérieur de l'Afrique française. . . . . 508
- 30 octobre — N° 2375 — Arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique française réglementant la circulation des français sur le territoire de l'Afrique française. . . . . 508
- 31 octobre — N° 1758 — Circulaire relative à la tenue des agences spéciales du Territoire. . . . . 509
- 6 novembre — N° 466 — Arrêté portant création et organisation du Service de Sûreté. . . . . 512
- 6 novembre — N° 467 — Arrêté portant création d'un poste de douanes. . . . . 512
- 7 novembre — N° 469 — Arrêté fixant pour 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo. . . . . 513
- 7 novembre — N° 470 — Arrêté approuvant une modification aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango. . . . . 513
- 9 novembre — N° 649 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité. . . . . 513
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. . . . . 514
- Divers . . . . . 514

## COMMUNE MIXTE DE LOMÉ

1940

5 novembre — N° 2 — Arrêté municipal réglementant l'audition de certaines émissions de radiodiffusion sur le territoire communal. . . . . 514

## PARTIE NON OFFICIELLE

## Avis et communications

Passage de M. le Général WEYGAND et de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française à Lomé, (2 novembre 1940). . . . . 514

Douanes (*Liste des marchandises en dépôt et non déclarées dans les délais légaux*) . . . . . 517

Bulletin météorologique . . . . . 518

Avis de vente . . . . . 521

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Ravitaillement général

ARRETE N° 472 promulguant au Togo la loi du 24 septembre 1940 portant prorogation des délais de présentation des traites bancaires relatives aux marchandises embarquées dans les ports coloniaux avant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et non parvenues à destination.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 24 septembre 1940;

Vu les instructions en date du 1<sup>er</sup> novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETÉ :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la loi du 24 septembre 1940 portant prorogation des délais de présentation des traites bancaires relatives aux marchandises embarquées dans les ports coloniaux avant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et non parvenues à destination.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 16 juillet 1940 instituant une suspension générale des délais;

Vu la loi du 20 août 1940 prolongeant le délai d'application de la loi susvisée;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les délais de présentation des traites bancaires émises à l'occasion de l'exportation sur la Métropole de produits coloniaux d'origine

française embarqués dans les ports des colonies avant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et non parvenus à destination sont prorogés, nonobstant toutes clauses de contrats, jusqu'à la date effective d'application, pour chacune des expéditions, des textes réglementaires qui ont été ou seront pris à l'effet de permettre aux détenteurs des cargaisons détournées de percevoir des avances représentant la valeur de ces cargaisons.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'État Français :

*Le garde des sceaux,*  
ministre, secrétaire d'État à la justice,  
Raphaël ALIBERT.

*Le ministre, secrétaire d'État aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'État aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le ministre, secrétaire d'État*  
*aux affaires étrangères,*  
Paul BAUDOUIN.

ARRETE N° 473 promulguant au Togo la loi et les arrêtés ministériel et interministériels du 24 septembre 1940 relatifs à l'application aux colonies des lois des 13 et 20 août 1940 sur le ravitaillement général de la Métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général », promulguée au Togo le 2 septembre 1940;

Vu la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole, promulguée au Togo le 2 septembre 1940;

Vu la loi et les arrêtés ministériel et interministériels du 24 septembre 1940 relatifs à l'application aux colonies des lois des 13 et 20 août 1940 susvisées;

Vu les instructions en date du 1<sup>er</sup> novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — La loi du 24 septembre 1940 autorisant la prise en charge par les colonies des intérêts des avances garanties par la loi du 20 août 1940;

2° — L'arrêté ministériel du 24 septembre 1940 complétant le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940;

3° — L'arrêté interministériel du 24 septembre 1940 permettant aux chefs des colonies de relever, à titre exceptionnel et temporaire et suivant les lieux de production, les pourcentages des avances consenties au titre de la loi du 20 août 1940;

4<sup>e</sup> — L'arrêté interministériel du 24 septembre 1940 étendant le bénéfice de la loi du 13 août 1940 à certains produits intéressant le ravitaillement de la Métropole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

*LOI autorisant la prise en charge par les colonies des intérêts des avances garanties par la loi du 20 août 1940.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les Chefs de colonies pourront, sur l'autorisation du Secrétaire d'Etat aux colonies et du Ministre, Secrétaire d'Etat aux finances, prendre à la charge des collectivités publiques qu'ils administrent, tout ou partie des intérêts des avances bancaires bénéficiant de la garantie publique instituée par la loi du 20 août 1940.

ART. 2. — Un compte spécial sera ouvert à cet effet dans les écritures du Trésor des colonies intéressées.

ART. 3. — Les ressources nécessaires pour alimenter ce compte spécial pourront être fournies, soit par des prélèvements sur les caisses de réserve des colonies intéressées, soit par le produit d'une taxe spéciale frappant toutes les exportations de ces colonies.

ART. 4. — En vue d'alimenter immédiatement ce compte, des avances provisoires pourront être consenties par les banques d'émission des colonies intéressées.

Les modalités de ces avances seront fixées par arrêté pris d'accord entre le Secrétaire d'Etat aux colonies et le Ministre, Secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le ministre, secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
Paul BAUDOUIN.

*ARRETES portant application aux colonies de la loi  
du 20 août 1940.*

LE CONTRE AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 20 août 1940 et spécialement son article 8;

Vu l'avis du ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940 est complété ainsi qu'il suit :

Désignation Pourcentage

#### CÉRÉALES ET PRODUITS FARINEUX :

Manioc : { féculé . . . . . } de 40 à 75%

#### AUTRES PRODUITS DE PLANTATION :

Fruits conservés . . . . . de 75 à 90%

Légumes secs . . . . . de 50 à 80%

Poivre . . . . . de 60 à 80%

#### PRODUITS ANIMAUX :

Suif . . . . . de 50 à 75%

Cire . . . . . de 50 à 75%

#### TEXTILES :

Jute . . . . . de 50 à 75%

Crin végétal . . . . . de 50 à 75%

ART. 2. — Les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Hauts-Commissaires sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940

Amiral PLATON.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES ET LE MINISTRE,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES;

Vu la loi du 20 août 1940 accordant la garantie publique à des prêts sur stocks de produits entreposés dans les colonies;

Vu l'arrêté du 5 septembre 1940 pris en application de la loi du 20 août 1940;

### ARRETERENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les Chefs de colonies pourront, sur l'autorisation du Ministre, Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat aux colonies, relever, à titre exceptionnel et temporaire et suivant les lieux de production, les pourcentages des avances consenties au titre de la loi du 20 août 1940.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
PLATON.

*ARRETE étendant le bénéfice de la loi du 13 août  
1940 à certains produits intéressant le ravitaille-  
ment de la Métropole.*

LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES ET LE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu la loi du 24 septembre 1940;

### ARRETERENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les marchandises d'origine coloniale, susceptibles de donner lieu à l'attribution des avances prévues par la loi du 13 août 1940, sont les suivantes :

Cuirs et peaux,	Cire,
Textiles,	Fruits conservés,
Caoutchouc,	Légumes secs,
Gommes,	Epices.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
PLATON.



**Production bananière**

*ARRETE N° 465 promulguant au Togo la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1940 autorisant l'allocation d'avances aux planteurs de bananes des colonies et territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les lois des 7 janvier 1932 et 28 juillet 1937 tendant à assurer la sauvegarde de la production des bananes dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, promulguées au Togo par arrêtés des 23 mars 1932 et 7 octobre 1937;

Vu le décret du 19 novembre 1937 abrogeant celui du 11 février 1932 et fixant les conditions d'application de la loi du 7 janvier 1932, modifiée par les lois du 28 juillet 1937 sur la sauvegarde de la production bananière dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, promulgué au Togo le 7 janvier 1938;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1940;

Vu les instructions en date du 18 octobre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1940 autorisant l'allocation d'avances aux planteurs de bananes des colonies et territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 7 janvier 1932, modifiée par la loi du 26 juillet 1937 sur la sauvegarde de la production bananière dans les colonies et les décrets d'application des 19 novembre 1937 et 29 décembre 1938;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Des avances, remboursables sans intérêt, pourront être allouées aux planteurs de bananes des colonies et territoires relevant du ministère des colonies sur les disponibilités des comptes spéciaux prévus par l'article 2 du décret susvisé du 19 novembre 1937.

ART. 2. — Ces avances seront accordées, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1940, dans une limite mensuelle par hectare qui sera fixée pour chaque colonie productrice par arrêté interministériel.

Elles seront affectées exclusivement au paiement des dépenses de main-d'œuvre et des seules opérations nécessaires à la conservation et à l'entretien des plantations.

Elles seront remboursées progressivement, à partir du quatrième mois qui suivra la reprise des exportations normales calculées sur le rythme des exportations de l'année 1938.

ART. 3. — Les chefs des administrations locales intéressées détermineront, par arrêté, les conditions exigées pour l'octroi de ces avances, les modalités

d'allocation et de remboursement et toutes mesures d'application de la présente loi.

ART. 4. — Le présent acte sera publié au journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 1<sup>er</sup> octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*  
Paul BAUDOUIN.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*  
YVES BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

**Statut des Juifs**

*ARRETE N° 474 promulguant au Togo la loi du 3 octobre 1940 relative au statut des Juifs.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 3 octobre 1940;

Vu les instructions en date du 31 octobre 1940 du Gouverneur général Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 3 octobre 1940 relative au statut des Juifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS :

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Est regardé comme Juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands parents de race juive ou de deux grands parents de la même race, si son conjoint lui-même est Juif.

ART. 2. — L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux Juifs;

1<sup>o</sup> — Chef de l'Etat, Membre du Gouvernement, Conseil d'Etat, Conseil de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Cour de Cassation, Cour des Comptes, Corps des Mines, Corps des Ponts et Chaussées, Inspection générale des Finances, Cours d'Appel, Tribunaux de Première Instance, Justices de Paix, toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues de l'élection;

2<sup>o</sup> — Agents relevant du Département des Affaires étrangères, Secrétaires généraux des départements ministériels, Directeurs généraux, Directeurs des administrations centrales des ministères, Préfets, Sous-Préfets, Secrétaires généraux des Préfectures, Inspecteurs généraux des Services administratifs au ministère de l'Intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police;

3° — Résidents généraux, Gouverneurs généraux, Gouverneurs et Secrétaires généraux des colonies, Inspecteurs des colonies;

4° — Membres des Corps enseignants;

5° — Officiers des Armées de terre, de mer et de l'air;

6° — Administrateurs, Directeurs, Secrétaires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, postes à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

ART. 3. — L'accès et l'exercice de toutes les fonctions publiques autres que celles énumérées à l'article 2 ne sont ouverts aux Juifs que s'ils peuvent exciper de l'une des conditions suivantes :

a) Etre titulaire de la carte du Combattant 1914-1918 ou avoir été cité au cours de la campagne 1914-1918;

b) Avoir été cité à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940;

c) Etre décoré de la Légion d'Honneur à titre militaire ou de la Médaille militaire.

ART. 4. — L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des fonctions dévolues aux officiers ministériels et à tous auxiliaires de la justice sont permis aux Juifs, à moins que des règlements d'administration publique n'aient fixé pour eux une proportion déterminée. Dans ce cas, les mêmes règlements détermineront les conditions dans lesquelles aura lieu l'élimination des Juifs en surnombre.

ART. 5. — Les Juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exercer l'une quelconque des professions suivantes : Directeurs, Gérants, Rédacteurs de journaux, revues, agences ou périodiques, à l'exception de publications de caractère strictement scientifique.

— Directeurs, Administrateurs, Gérants d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution, la présentation de films cinématographiques; metteurs en scène et directeurs de prises de vues, compositeurs de scénarios.

— Directeurs, Administrateurs, Gérants de salles de théâtres ou de cinématographie, Entrepreneurs de spectacles.

— Directeurs, Administrateurs, Gérants de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Des règlements d'administration publique fixeront, pour chaque catégorie, les conditions dans lesquelles les Autorités publiques pourront s'assurer du respect, par les intéressés, des interdictions prononcées au présent article ainsi que les sanctions attachées à ces interdictions.

ART. 6. — En aucun cas les Juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées aux articles 4 et 5 de la présente loi ou d'en assurer la discipline.

ART. 7. — Les fonctionnaires juifs visés aux articles 2 et 3 cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Ils seront admis à faire valoir leurs droits à la retraite s'ils remplissent les conditions de durée de service; à une retraite proportionnelle s'ils ont au moins quinze ans de service; ceux ne pouvant exciper d'aucune de ces conditions recevront leur traitement pendant une durée qui sera fixée, pour chaque catégorie, par un règlement d'administration publique.

ART. 8. — Par décret individuel, pris en Conseil d'Etat et dûment motivé, les Juifs qui, dans les domaines littéraire, scientifique, artistique, ont rendu des services exceptionnels à l'Etat Français pourront

être relevés des interdictions prévues par la présente loi.

Ces décrets et les motifs qui les justifient seront publiés au Journal officiel.

ART. 9. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

ART. 10. — Le présent acte sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice président du conseil,*

Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Paul BAUDOUIN.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à la Guerre,*

Général HUNTZIGER.

*Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail,*

René BELIN.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture,*

Pierre CAZIOT.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Indemnités

ARRETE N° 251 portant suppression et réduction d'indemnités.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 610 du 15 novembre 1930 instituant une prime du Togo au personnel métropolitain des douanes;

Vu l'arrêté n° 117 du 24 février 1928 concernant des primes de rendement et de gestion aux agents des douanes du Togo;

Vu l'arrêté n° 417 du 19 septembre 1936 réglementant le travail exécuté par le personnel des douanes en dehors des heures légales et des lieux prévus par les lois et règlements, modifié par arrêté du 23 février 1939;

Vu la dépêche ministérielle n° 4080 du 6 juin 1939;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est supprimée à compter du 3 août 1940 la prime du Togo allouée au personnel métropolitain des douanes en service au Togo par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté 610 du 15 novembre 1930 susvisé.

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté n° 117 du 24 février 1928 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

La prime de rendement ne peut en aucun cas dépasser le maximum fixé pour chaque catégorie d'agents, par le tableau ci-après :

Tableau des maxima mensuels

GRADES	MAXIMA MENSUELS
<b>a) AGENTS SUPÉRIEURS DE DIRECTION ET DE CONTRÔLE</b>	
Directeur . . . . .	1.350
Sous-directeur . . . . .	1.250
Inspecteur principal . . . . .	1.140
Inspecteur . . . . .	1.140
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	1.050
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	910
hors classe . . . . .	850
<b>b) AGENTS DES BUREAUX</b>	
<i>1<sup>er</sup> — Vérificateurs</i>	
Vérificateurs prin- . . . . .	850
cipaux . . . . .	800
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	710
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	650
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	625
Vérificateurs . . . . .	625
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	625
<i>2<sup>e</sup> — Contrôleurs et commis</i>	
Contrôleur en chef . . . . .	650
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	625
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	580
Contrôleurs prin- . . . . .	540
cipaux . . . . .	540
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	470
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	470
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	470
Contrôleurs hors clas- . . . . .	425
1 <sup>re</sup> classe et . . . . .	425
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	425
<i>3<sup>e</sup> — Commis</i>	
Commis principaux . . . . .	345
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	345
2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et . . . . .	340
6 <sup>e</sup> classe . . . . .	340
Commis . . . . .	325
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	300
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	300
3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe . . . . .	270
<b>c) AGENTS DES BRIGADES</b>	
<i>1<sup>er</sup> — Officiers</i>	
Capitaines . . . . .	735
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	650
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	650
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	625
Lieutenant . . . . .	580
1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> clas- . . . . .	540
<i>2<sup>e</sup> — Sous-officiers et préposés</i>	
Garde-magasin : classe unique . . . . .	290
Brigadier et patrons . . . . .	290
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	270
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	270
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	235
Sous-brigadier et . . . . .	165
sous-patrons . . . . .	155
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	155
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	150
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	150
Préposés et matelots . . . . .	150
1 <sup>re</sup> classe . . . . .	140
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	140
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	135
4 <sup>e</sup> classe . . . . .	125
5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe . . . . .	115

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Approuvé par lettre ministérielle n° 91 en date du 1<sup>er</sup> octobre 1940.

### Passeports

ARRETE N° 1926 D. S. fixant le régime des passeports pour les voyageurs français et étrangers se déplaçant en avion à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret et l'arrêté interministériel du 8 août 1935, portant réglementation de la circulation sur le territoire métropolitain des français et des étrangers, du séjour des étrangers, et du régime des passeports en temps de guerre;

Vu la circulaire n° 1327 D. S. du 18 décembre 1939 sur la circulation aérienne;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice, le cas échéant, de l'observation des dispositions réglementaires en matière de régime des passeports, les voyageurs français et étrangers se déplaçant en avion à l'intérieur de l'Afrique française devront être obligatoirement munis d'un sauf-conduit spécial-aéronef du modèle prévu pour les passagers se rendant à l'extérieur et délivré dans les mêmes conditions.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies et l'administrateur de la circonscription de Dakar sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 17 septembre 1940.

P. BOISSON.

ARRETE N° 2375 réglementant la circulation des français sur le territoire de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret et l'arrêté interministériel du 8 août 1935 réglementant la circulation sur le territoire métropolitain des français et des étrangers, du séjour des étrangers et du régime des passeports en temps de guerre;

Vu l'arrêté n° 1926 du 17 septembre 1940 relatif à la circulation aérienne en A. O. F.;

Vu le télégramme n° C. 47 R. du 22 septembre 1940 du Secrétaire d'État aux colonies;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes de nationalité française, de statut européen, se déplaçant par voie de terre hors de leur colonie ou territoire de résidence sont tenues :



1<sup>o</sup> — de se munir au préalable d'un sauf-conduit délivré après indication des motifs de leur déplacement par les autorités administratives de leur résidence;

2<sup>o</sup> — de justifier de leur identité à toute réquisition des agents de l'autorité.

ART. 2. — Sont dispensés du sauf-conduit prévu à l'article précédent les fonctionnaires et militaires ainsi que leur famille, à condition qu'ils soient munis d'un ordre de service, de mission ou d'un titre de congé ainsi que d'une carte d'identité.

Sont également dispensés les enfants de moins de 15 ans lorsqu'ils sont accompagnés; leurs nom et prénoms sont alors inscrits sur le titre de circulation de la personne qui les accompagne.

ART. 3. — Demeurent en vigueur les dispositions édictées en matière de circulation aérienne par l'arrêté n° 1926 du 17 septembre 1940.

Dakar, le 30 octobre 1940.

P. BOISSON.

#### Agences spéciales

#### CIRCULAIRE n° 1758 à tous cercles et subdivisions.

A la suite des dernières vérifications des agences spéciales du Territoire, il a paru utile de préciser et de compléter les instructions les concernant de façon à obtenir un rendement meilleur de ces organismes et à aboutir également à une simplification de la tâche des agents spéciaux, qui, depuis quelques années, s'est compliquée du fait du développement de leurs opérations en raison notamment de la tenue de la comptabilité des sociétés de prévoyance dont ils ont la charge.

Au demeurant, les présentes instructions et observations s'inspirent des rapports d'inspection et ont pour but de compléter le règlement du 22 février 1928 sur le fonctionnement des agences spéciales. Elles sont fondées sur des principes de pratique et sont destinées à faciliter la tâche des agents spéciaux.

#### ENCAISSE DES AGENCES

Le montant des encaisses des agences ne doit pas, sauf dérogation du Commissaire de la République, dépasser le maximum prévu pour chacune d'elles par les arrêtés organiques.

#### LIVRE-JOURNAL

1<sup>o</sup> — *Passation des écritures.* — Tous les faits de recettes et de dépenses sont inscrits avec des indications suffisantes sur le livre-journal par l'agent spécial ou, sous la responsabilité de celui-ci, par le commis chargé de le seconder dans ses opérations comptables. Les dépenses sont enregistrées sur ce registre immédiatement après paiement et les recettes dans le courant de la journée où elles ont été effectuées ou après reconnaissance des espèces.

Chaque inscription sur le livre-journal doit comprendre notamment un numéro d'ordre appartenant à une série ininterrompue qui va du premier janvier au 31 décembre inclus d'une même année et qui se continue même en cas de changement de gestion. Ce numéro doit figurer sur toutes les ampliations des pièces justificatives.

Un numéro peut être annulé — En ce cas il doit porter à l'encre rouge la mention « opération annulée » — Mais il reste indisponible une fois donné et ne peut plus être utilisé pour l'inscription d'une nouvelle opération.

Peuvent être groupées et faire l'objet d'une seule inscription en fin de journée sur le livre-journal, à la condition toutefois de faire mention des numéros des quittances ainsi que du nombre des impositions et du taux, les recettes de même nature, de même quotité et de faible importance telles qu'impôts catégorie ordinaire, impôt population flottante, taxes bicyclette, taxes fusils, laissez-passer, patentes et licences.

Exemple :

N° du L. J.	DATE	DÉTAIL DES OPÉRATIONS	TOTAL
2000	2. 3. 40	20 patentes tailleur 16 <sup>ème</sup> classe à 25 francs (quittances 16 à 36)	500.00
2051	12. 3. 40	2 taxes bicyclettes à 15 francs . . . . . (quittances 37 et 40)	30.00

De même lorsqu'une quittance établie pour un même contribuable comporte plusieurs impositions (voir exemple ci-après) le montant de la recette globale peut faire sur le livre-journal l'objet d'une seule inscription, sous réserve que le détail de ces contributions et leur quotité soient explicitement mentionnés.

Dans ce cas les relevés de perception doivent être établis de manière à permettre de constater dans la colonne « ad-hoc » la concordance des chiffres y indiqués avec ceux du livre-journal.

Exemple :

#### LIVRE-JOURNAL

N° d'inscription au L. J.	Date	DÉTAIL DES OPÉRATIONS	TOTAL
15	2-1-40	Reçu de Yao 1 patente tailleur (40) 1 impôt (14) quittance n° 20.	54

2<sup>o</sup> — *Numérotage feuillets.* — Il ne faut pas perdre de vue que le livre-journal, il en est de même que le quittancier doivent être cotés et paraphés par le commandant de cercle ou le chef de subdivision, ainsi que l'exige le règlement, du premier au dernier feuillet et non plus, comme il a été trop souvent constaté, par premier et dernier feuillet.

3<sup>o</sup> — *Montant des opérations.* — Il est indispensable de pouvoir à tout moment connaître exactement le montant des opérations (recettes et dépenses) effectuées depuis le début de l'année par n'importe quelle agence.

Ce résultat ne peut être atteint que si le comptable totalise à la fin de chaque mois les recettes et les dépenses du mois en cause puis consacre une ligne spéciale aux opérations des mois précédents et enfin totalise le montant des opérations. Les chiffres ainsi obtenus comprennent évidemment les écritures contre-passées, mais il est facile, le cas échéant, d'obtenir le mouvement réel du numéraire par déduction de ces écritures.

4° — *Solde journalier.* — Chaque jour où des opérations auront été constatées, l'agent spécial, à moins de circonstances exceptionnelles, aura soin d'effectuer l'addition des recettes et des dépenses de la journée et, compte tenu du report, portera, dans la colonne « observation », le solde correspondant au montant de l'encaisse.

La décomposition journalière de cette encaisse sera reproduite sur un carnet « ad hoc ».

5° — *Clôture d'exercice.* — Afin d'éviter que des comptabilités chevauchent de livre en livre, il serait, à l'avenir, expédient de clore en fin d'exercice le livre-journal et d'en recommencer un nouveau au début de l'exercice suivant.

6° — *Ratures.* — Les inscriptions d'opérations au livre-journal doivent être faites sans ratures, ni grattages, ni surcharges. Aucune mention ne doit être portée en interligne. Lorsqu'il y a lieu de procéder à une rectification, le comptable biffe d'un trait à l'encre rouge la partie à rectifier et approuve la rature au moyen de la formule suivante « Approuvé la rature de X... chiffres ou X..... mots rayés nuls »  
Je dis : (porter la nouvelle inscription en toutes lettres).

#### QUITTANCIER

1° — *Tenue.* — Le quittancier est tenu par l'agent spécial ou sous la responsabilité de celui-ci, par le commis chargé de le seconder dans ses opérations comptables.

2° — *Numérotage.* — Les registres sont cotés et paraphés à toutes les pages par les chefs de circonscription (commandants de cercle ou chefs de subdivision).

3° — *Ratures.* — Les inscriptions d'opérations au quittancier doivent être faites sans ratures, ni grattages, ni surcharges. Pour les erreurs matérielles, procéder de même que pour le livre-journal (voir ci-dessus).

4° — *Quittances laissées en blanc.* — Les quittances laissées en blanc doivent porter sur le talon et sur le volant à l'encre rouge la mention « annulé » mention approuvée. Celles non utilisées en fin d'année devront être annulées et l'exercice devra commencer sur un registre neuf.

La comptabilité gagnera ainsi en ordre et en clarté à être comprise sur des registres ouverts chaque année.

5° — *Timbrage.* — a) Il apparaît que divers agents spéciaux n'ont pas cru devoir jusqu'ici appliquer les dispositions de l'article 51 de l'arrêté 474 du 30 août 1929, sur l'impôt du timbre taxe sur les actes et conventions. Cette disposition précise cependant que toutes les quittances délivrées, en dehors de celles établies à l'occasion de la perception des taxes ou impôt, (impôt personnel, patente, taxe bicyclette par exemple) doivent être timbrées. C'est le cas des quittances relatives aux retenues de logement, amendes, taxe de fourrière, permis de chasse, laissez-passer, taxes de circulation.

Ces errements se traduisant matériellement par une moins value pour le budget, il convient que les agents spéciaux appliquent strictement les dispositions du texte susvisé.

b) La solde et les indemnités prévues pour les sous-officiers et les hommes de troupe en service aux colonies, sont exemptés du droit de timbre quittance. (Exécution des prescriptions de l'article 16 de la loi du 13 Brumaire au VII<sup>e</sup> et de l'article 20 paragraphe 3 de la loi du 23 août 1871). Toutefois les

gardes et miliciens, qui ne sont pas des militaires en ce sens qu'ils appartiennent à des forces de police relevant de la juridiction civile, sont astreints au paiement du timbre quittance.

c) Les secours accordés aux enfants métis et aux indigents, ainsi que les allocations aux lépreux, sont exonérés du timbre quittance. Par contre les bourses dont le caractère dominant est une aide et un encouragement à l'instruction plutôt qu'un secours accordé à des miséreux sont soumis aux droits de timbre.

d) Les récépissés pour reversement de trop perçus résultant d'une erreur de l'administration ne sont pas soumis au droit de timbre quittance.

e) Les permis de chasse doivent supporter les droits de timbre de la 1<sup>re</sup> catégorie (6 frs.) par application de l'alinéa in fine de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 26 avril 1927 fixant les taux des dits permis, qui bien que n'ayant pas été reproduite dans l'arrêté 111 du 20 février 1937 fixant à nouveau les tarifs, n'en est pas moins toujours en vigueur.

f) Les pétitions, requêtes, demandes de quelque nature qu'elles soient, adressées aux autorités administratives doivent être timbrées à 3 francs.

N. B. — Les commandes de timbres doivent être adressées directement au service de l'enregistrement dans les formes habituelles.

*Report d'encaisse en fin d'année.* — En ce qui concerne le report d'encaisse de fin d'année qui peut être considéré, en somme, comme un véritable envoi de fonds fictif, l'agent spécial doit se charger en recette au 1<sup>er</sup> janvier du montant de ce report et se délivrer un récépissé.

#### LIVRE DES AUTORISATIONS DE DÉPENSES

Ce registre devra autant que possible être tenu par l'agent spécial ou par le commis chargé de le seconder dans ses opérations comptables.

La façon de tenir le livre étant indiquée dans l'instruction n° 2329 du 9 décembre 1938, il ne paraît pas utile d'y insister ici. Il convient toutefois de rappeler que ces registres doivent toujours comporter l'indication des engagements, afin de pouvoir apprécier à tous instants si le disponible indiqué correspond bien à la réalité et s'il reste des créances non liquidées.

Préalablement à tout paiement les agents spéciaux doivent s'assurer que les dépenses opérées au titre des autorisations consenties ont été imputées aux crédits délégués à cet effet et qu'elles restent bien dans la limite accordée et que les mentions habituelles figurent bien sur les états de paiement.

Il convient à ce sujet de rappeler que le commandant de cercle ou le chef de subdivision, sauf décision spéciale du Chef du Territoire, a seul la gestion des crédits délégués, dans sa circonscription.

Tous les trois mois, un relevé du livre-journal des autorisations de dépenses doit être adressé au chef-lieu (bureau des finances).

#### REGISTRE DES VALEURS FIDUCIAIRES

Ce registre est tenu par l'agent spécial ou par le commis qui l'assiste.

Alu débit doivent figurer tous les envois effectués par le chef-lieu.

La délivrance des cartes ou jetons donne lieu à une inscription globale au crédit à la fin de la journée pour chaque catégorie de valeur.

Au 28 février, date extrême jusqu'à laquelle dans les circonscriptions il est encore possible d'effectuer des recettes au titre de l'exercice clos, la balance des jetons et plaques doit être établie et les résultats sont

adressés au bureau des finances en même temps que les valeurs non utilisées aux fins de destruction.

### RÔLES

En principe les rôles sont établis par les chefs de circonscription.

Il est recommandé de confectionner et d'émarguer les rôles supplémentaires au fur et à mesure des recouvrements.

Par ailleurs les rôles spéciaux de prestations en nature ne doivent être émargés qu'après rachat effectif des prestations, sur production d'un état du chef de la circonscription au vu duquel sont délivrés les tickets de rachat aux ayants droit.

De par les règlements administratifs l'agent spécial est chargé d'effectuer la perception des rôles; mais s'il doit apporter le plus grand zèle et la plus grande conscience à l'accomplissement de ses fonctions, il ne saurait être rendu responsable de la lenteur ou de l'insuffisance de recouvrement des rôles, même nominatifs.

Il n'a pas en effet la possibilité d'accentuer le rythme de la rentrée des impôts. Il ne dispose d'aucun des moyens de contrainte dont les règlements ont muni les comptables du trésor ou les chefs de circonscription.

C'est à ces derniers qu'incombe le soin de prendre toutes mesures nécessaires pour que les opérations de recouvrement se développent régulièrement, de convoquer les contribuables retardataires, de faire rechercher les défaillants, de leur adresser des avertissements.

C'est encore à eux que revient l'initiative de demander en décharge ou en réduction des rôles numériques ou récapitulatifs dressés au nom d'une agence spéciale.

Pour ces raisons il importe que les chefs de circonscriptions suivent avec le plus grand soin la situation des impôts dans les circonscriptions qu'ils commandent.

### VÉRIFICATION DES CAISSES

En vertu des dispositions de l'article 20 des instructions du 22 février 1928 concernant le fonctionnement des agences spéciales, les chefs de circonscription (commandants de cercle ou chefs de subdivision) sont tenus de vérifier inopinément, au moins une fois par mois, soit eux-mêmes, soit par un de leurs délégués, les caisses et les écritures des agents spéciaux en exercice — Procès-verbal est dressé de cette opération.

Ce document doit faire état, pour le comptable en fonction, des faits constatés par les vérifications :

1° — du livre-journal (conformité avec les écritures, présentation matérielle).

2° — du quittancier (présentation matérielle).

3° — du livre des valeurs fiduciaires (concordance avec les existants).

4° — des rôles (mentions des quittances).

Les appréciations du fonctionnaire vérificateur devront être portées à la connaissance de l'agent spécial afin de permettre à celui-ci d'y répondre, le cas échéant.

### PIÈCES COMPTABLES

1° — *Désignation du créancier.* — Certaines agences ont pris l'habitude de ne porter sur les états de salaires que le ou les noms des bénéficiaires sans aucun prénom et qualité.

Étant donné que, sur toute l'étendue du territoire, on rencontre de nombreux noms identiques, il convient

dans le but d'éviter toute erreur et des réclamations, de faire suivre le nom de chaque créancier de son prénom et de sa qualité ou profession (exemple : KOFFI Joseph, charpentier etc...).

2° — Il est indispensable que les factures soient timbrées immédiatement après leur paiement.

L'attention des agents spéciaux est également attirée sur les points suivants :

Le timbre n'est en principe jamais à la charge du Territoire, Colonie, qu'il soit créancier ou débiteur.

Les timbres apposés doivent toujours être annulés et l'emploi des vignettes ayant déjà servi est interdit. La non observation de ces prescriptions est de nature à faire encourir à son auteur des amendes ou des pénalités.

L'oblitération doit déborder la vignette apposée et peut être donnée à l'aide d'une griffe (éviter les traits de plumes) ou d'un timbre à encre grasse.

3° — *Incorporation dans les écritures.* — Il a été, à diverses reprises, constaté que des états de paiement collectifs, tels que soldes des gardes, remises aux chefs etc... avaient été incorporés dans les écritures pour leur montant global avant d'avoir été entièrement payés, tandis que le reliquat dû à des parties prenantes, qui ne s'étaient pas présentées, était conservé par l'agent spécial.

Ce procédé est absolument irrégulier. Si, en effet, un accident mortel arrivait au comptable intéressé les sommes trouvées sur lui seraient considérées comme appartenant à sa succession. La pièce comptable signée par des témoins ferait foi contre l'ayant droit qui voudrait réclamer postérieurement. Il ne saurait donc être trop recommandé aux agents spéciaux de ne porter en écriture que le montant partiel effectivement payé (en ayant soin d'indiquer sur l'état lui-même le numéro d'inscription au livre-journal et la somme décaissée) à moins de rectifier la somme de dépense ou montant réellement acquitté.

4° — *Paiement des dépenses.* — Les agents spéciaux ne doivent pas ignorer qu'aucun paiement ne peut être effectué par eux, si ce n'est notamment :

1° — *pour l'acquittement d'un service fait.* — Donc impossibilité de payer sans certification que le service a été complètement accompli et, s'il s'agit de travaux, avant entière exécution.

2° — *au vu d'une pièce de dépense délivrée et signée préalablement par le chef de la circonscription* agissant en qualité d'ordonnateur provisoire, ou sur *production de factures arrêtées et signées par le fournisseur et, avant paiement, par le chef de la circonscription* et portant en outre la certification de la fourniture faite et mention de la prise en charge de la dite fourniture par l'agent intéressé, avec indication de la qualité de celui-ci.

3° — *s'il existe des crédits présentant un disponible suffisant* en ce qui concerne les dépenses payables sur crédits délégués. Dans ce cas, l'imputation doit être faite préalablement au paiement, mention de cette opération devant apparaître à l'emplacement réservé à cet effet sur les états en cause.

C'est là une prescription impérative et un manquement à cette prescription mettrait en jeu la responsabilité de l'agent spécial, qui accepterait de payer sans crédits disponibles, et celle du chef de la circonscription qui par l'apposition de sa signature sur un état de paiement, autoriserait le dépassement de crédits, donnant ainsi la preuve que la question de la situation des crédits lui demeure étrangère.

5° — *Paiement sur états de billetterie.* — Certains paiements concernant une collectivité peuvent être

faits à un individu, mandataire accepté par les autres. Le comptable qui effectue le paiement est libéré par l'acquit de cet intermédiaire auquel incombe la répartition des sommes, par lui touchées, entre les ayants-droit.

Par extension de ces dispositions le paiement des salaires d'ouvriers, manœuvres, employés au mois ou à la journée peut être effectué par l'intermédiaire d'un billeteur.

Le montant total de la créance est payé au billeteur sur présentation d'un état décompté dit « état de billettage » et acquitté préalablement par lui. Ce dernier est tenu de rapporter, dûment émargé et timbré, l'état en question qui servira de pièces justificatives.

L'état porte alors la formule suivante : « Les sous-signés autorisent leur mandataire M. (nom du billeteur) à percevoir leurs salaires et en donne bonne et valable quittance ».

6° — *Signatures.* — Il est parfois impossible de retrouver l'auteur d'une opération du fait que la signature est illisible.

Des instructions ministérielles prescrivent que les signatures doivent être lisibles et qu'elles peuvent être suivies éventuellement de leur traduction en écriture ordinaire ou de l'apposition d'un cachet humide.

Enfin, l'article 30 de l'instruction du 22 février 1928 stipule également que « les signatures doivent être lisibles et ne pas consister en un simple paraphe ».

*Monnaies.* — Les billets de la banque de France qui sont acceptés par les agents spéciaux doivent faire à la première occasion l'objet d'un envoi de fonds sur le trésor.

Il en est de même pour les billets et coupures trop usagés ou endommagés.

\* \* \*

Je suis convaincu que l'exposé succinct qui précède permettra d'éviter un grand nombre d'erreurs ou d'hésitations aux agents spéciaux qui ne doivent pas perdre de vue que les deniers à eux confiés représentent le fruit du travail et de l'épargne des contribuables et par conséquent doivent faire l'objet de leur part d'une attention de tous les instants.

A ce titre ils ne doivent jamais s'en dessaisir sans vérifier au préalable les droits des bénéficiaires.

J'incline à penser que, par ailleurs, ces directives auront pour effet, par une collaboration étroite entre les chefs de circonscription et les agents spéciaux, de simplifier les rouages administratifs et de les affranchir des formalités inutiles dans un esprit à la fois réaliste et réalisateur.

Lomé, le 31 octobre 1940.

*Le Gouverneur des Colonies,*

*Commissaire de la République au Togo,*

L. MONTAGNÉ.

#### Organisation administrative

**ARRETE N° 466 portant création et organisation du service de sûreté.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 92 du 14 février 1933 créant un service de police et de sûreté, complété par l'arrêté n° 227 du 18 mai 1935;

Vu l'arrêté n° 444 du 9 août 1937 portant création et organisation de la direction de police;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La direction de police est supprimée pour compter du 7 novembre 1940.

**ART. 2.** — Il est créé au territoire du Togo un service dit de sûreté rattaché au bureau des affaires politiques.

**ART. 3.** — Le service de sûreté comprend :

a) la section de sécurité et des recherches : surveillance des agissements de nature à troubler l'ordre public du Territoire — recherche des renseignements politiques — police générale.

b) la section de la police technique : identité judiciaire, dactyloscopie, laboratoire.

c) la section de l'émigration et de l'immigration : délivrance des passe-ports, contrôle des étrangers et d'une manière générale application du décret du 10 septembre 1935 réglementant les conditions d'admission et de séjour des nationaux français et étrangers au Togo.

**ART. 4.** — Les fonctionnaires appartenant aux cadres européen et indigène de la police du Togo peuvent être détachés au service de sûreté.

Il est placé auprès du chef du bureau des affaires politiques, en qualité d'adjoint technique, un agent du cadre européen de la police du Togo.

**ART. 5.** — Dans les centres urbains, le service de police est dirigé par un ou plusieurs commissaires de police, choisis par le Commissaire de la République et placés sous l'autorité directe des commandants de cercle et de subdivision administrative.

A Lomé, le commissaire urbain a la direction générale et la responsabilité du service de police de la ville. Il correspond seul avec les autorités locales.

**ART. 6.** — Tous les renseignements d'ordre politique recueillis dans les cercles et les subdivisions, sont adressés immédiatement par les voies les plus rapides par les commandants de circonscription administrative intéressés, au chef-lieu du Territoire (Bureau des affaires politiques — Service de sûreté).

**ART. 7.** — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté n° 444 du 9 août 1937 sus-visé.

**ART. 8.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### Douanes

**ARRETE N° 467 portant création d'un poste de douanes.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, notamment l'article 118 de ce décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un poste de douanes à Badoù (cercle du centre) ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 15 novembre 1940, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

## Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 469 fixant pour 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés n°s 388 et 589 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes du Territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1941 :

Société Indigène de Prévoyance de Klouto	5 frs.
Sociétés Indigènes de Prévoyance de Lomé,	
Tsévié, Anécho	4 —
Sociétés Indigènes de Prévoyance d'Ata-	
kpmé, Mango	3 —
Sociétés Indigènes de Prévoyance de Sokodé,	
Lama-Kara, Bassari	2 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 470 approuvant une modification aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par l'arrêté du 24 février 1938;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance au Togo et approuvant les statuts des sociétés, modifié par l'arrêté du 17 janvier 1939;

Vu les procès-verbaux des réunions des assemblées générales des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, de Bassari, de Lama-Kara et de Mango, tenues respectivement les 9, 11, 14 et 20 septembre 1940;

La commission de surveillance des S. I. P. consultée;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée comme suit la modification à l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, des statuts des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango.

« Les prêts annuels en nature sont des prêts de semences obligatoirement remboursables à la récolte qui suit l'époque à laquelle ils ont été consentis.

« Le conseil d'administration de la société fixe les quantités maxima de graines pouvant faire l'objet de ces prêts.

« Le remboursement a lieu en nature.

« Le bénéficiaire du prêt doit rendre à la société la quantité reçue par lui majorée de 10% ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

## Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 649 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions n°s 449, 577, 608 et 629 des 20 août, 5, 21 et 30 octobre 1940 portant libération de certains stocks de première nécessité;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1940, sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

1<sup>re</sup> — FARINE :

John Holt . . . . . 472 kgs.

2<sup>o</sup> — SUCRE :

John Holt . . . . . 1.085 kgs.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.



**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décisions des :

6 novembre 1940. — M. Réhart, commissaire de police principal de 2<sup>e</sup> classe, est nommé adjoint technique au chef de la sûreté et du bureau des affaires politiques.

M. Ginot, commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe, est nommé commissaire de police de la ville de Lomé.

16 novembre 1940. — M. Laugier Maurice, ingénieur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies; directeur-adjoint du réseau des chemins de fer et chef-adjoint du service des travaux publics et des mines du Togo, est nommé chef du service de l'exploitation, en remplacement de M. Bonnard Louis, sous-inspecteur des chemins de fer de l'A. O. F., en instance de départ en congé administratif.

M. Laugier remplira ces fonctions cumulativement avec celles qu'il occupe actuellement.

M. Paflarès, instituteur principal, est nommé inspecteur p. i. de l'Enseignement, en remplacement de M. Siro, titulaire d'un congé administratif.

**DIVERS****Déplacement des réservistes mobilisables**

NOTE de service n° 700 B. M.

En exécution des instructions en vigueur, le commandant d'armes de la place de Lomé a l'honneur de rappeler à Messieurs les chefs de service, commerçants et chefs d'entreprises diverses que tout déplacement, même temporaire, de réservistes français mobilisables, doit obligatoirement être signalé au bureau militaire.

La présente note de service sera communiquée à tous les réservistes intéressés.

Lomé, le 4 novembre 1940.

*Le capitaine de Chasse*  
Commandant d'armes de Lomé,  
DE CHASSEY.

**COMMUNE MIXTE DE LOMÉ****Emissions de radiodiffusion**

**ARRETE MUNICIPAL N° 2** réglementant l'audition de certaines émissions de radiodiffusion sur le territoire communal.

L'ADMINISTRATEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LA COMMUNE MIXTE DE LOMÉ,

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Attendu que la tranquillité publique est troublée par la propagation de nouvelles fausses ou alarmantes par certaines stations émettrices de radio;

Sous réserve de l'approbation du Commissaire de la République;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est interdite sur le territoire de la commune mixte l'audition publique des émissions effectuées par le poste de radiodiffusion de la British Broadcasting Corporation, ainsi que celles effectuées par les stations situées dans les colonies étrangères ou françaises dissidentes.

**ART. 2.** — L'audition privée des postes émetteurs ci-dessus visés n'est tolérée qu'à la condition que les sons captés ne puissent être perçus de l'extérieur de la maison où se trouve l'appareil récepteur.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1940.

Moal.

Approuvé :

*Le Gouverneur des Colonies,*  
*Commissaire de la République au Togo,*  
L. MONTAGNÉ.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****PASSAGE**

**DE M. LE GÉNÉRAL WEYGAND**  
**ET DE M. LE HAUT-COMMISSAIRE**  
**DE L'AFRIQUE FRANÇAISE AU TOGO**

(2 novembre 1940)

Lomé, le 27 Octobre 1940

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

A AFRIQUE FRANÇAISE DAKAR

343 — Reconnaissant faire agréer Général WEYGAND hommage sentiments respectueux dévouement et fidélité Gouvernement Maréchal PETAIN dans culte de la Patrie que lui adresse au nom population Territoire et mon nom personnel.

L. MONTAGNÉ

Dakar, le 30 Octobre 1940

AFRIQUE FRANÇAISE

A COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE LOMÉ

294 — Général WEYGAND auquel ai communiqué votre câblogramme 343 me charge vous remercier ainsi que population togolaise pour sentiments d'attachement et de fidélité à la France et au Chef de l'Etat.

BOISSON



**Visite à Lomé du Général WEYGAND  
et du Haut-Commissaire de l'Afrique française  
(2 novembre 1940)**

M. le Général WEYGAND, accompagné de M. le Gouverneur Général BOISSON, Haut-Commissaire de l'Afrique Française, est arrivé par avion à Lomé le 2 Novembre à onze heures.

Les honneurs militaires lui ont été rendus au terrain d'aviation où il a été accueilli par le Gouverneur Montagné, Commissaire de la République au Togo.

Conduit au Palais du Gouvernement devant lequel étaient massées plus de trois mille personnes (Armée, Ecoles, Administration, Clergé, Commerce, Chefs et Notables du Bas-Togo, Représentants des Communautés musulmanes), le Général WEYGAND, en une allocution religieusement écoutée, a adressé à la population togolaise le salut du Maréchal PETAIN. De très chaleureuses acclamations et des cris de :

« Vive le Maréchal PETAIN  
Vive le Général WEYGAND  
Vive la FRANCE »

ont accueilli les paroles de l'ancien Généralissime, de l'ancien Ministre de la Défense Nationale, aujourd'hui Délégué Général du Gouvernement Français en Afrique Française.

Le Général WEYGAND, assisté du Haut-Commissaire de l'Afrique Française et du Commissaire de la République, s'est fait présenter les corps constitués et les délégations des services et des bureaux. Il s'est ensuite entretenu avec les principaux chefs et notables togolais qui lui ont dit leur joie et leur fierté de le recevoir et lui ont renouvelé l'expression de leur confiance dans les destinées de la France du Maréchal PETAIN.

Après les avoir remerciés des sentiments exprimés, le Général WEYGAND leur a donné l'assurance qu'il serait leur fidèle interprète auprès du Maréchal PETAIN. Il sait quelle a été et quelle est leur attitude avant et après l'armistice : toujours disciplinée, calme et loyale et les en félicite. Parlant de la victorieuse résistance de Dakar conduite par le Haut-Commissaire Boisson, le Général a montré combien cette épreuve avait fortifié la volonté de l'Empire de demeurer, dans l'union et la discipline, fidèle à la Mère-Patrie. Il a terminé son allocution, qui a laissé une profonde impression parmi son auditoire, en invitant les notables à continuer à être calmes et confiants et à demeurer unis derrière leurs trois Chefs : le Maréchal PETAIN, le Haut-Commissaire Boisson et le Commissaire de la République Montagné.

Après avoir déjeuné dans l'intimité au Palais du Gouvernement, le Délégué du Maréchal PETAIN et le Haut-Commissaire de l'Afrique Française, accompagnés du Commissaire de la République, ont regagné le terrain d'aviation. Ils ont quitté Lomé en direction de Cotonou à quatorze heures.

**ALLOCUTIONS**

*prononcées par les Chefs et Notables Togoais  
à l'occasion de la visite au Togo du Général WEYGAND  
accompagné du Gouverneur Général BOISSON.*

1<sup>re</sup> — M. Théophile Tamakloe, Président du Conseil des Anciens de Lomé, propriétaire-agriculteur :

MON GÉNÉRAL,  
MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Au nom du Conseil des Notables de Lomé, je me lève pour présenter nos souhaits sincères de bienvenue

à vous, mon Général, et ensuite à M. le Gouverneur Général.

Nous vous connaissons pour avoir vu votre photographie ; aujourd'hui nous vous voyons en chair et en os.

Le Togo est fier de recevoir sur sa terre, le grand Général de l'Armée française. Malgré les circonstances actuelles, vous avez tenu à franchir les airs et venir voir vos enfants lointains. Ce geste nous honore beaucoup, car c'est l'illustre Maréchal PETAIN, Chef de l'Etat Français, qui vous envoie vous assurer des conditions d'existence de ses enfants de l'Empire Colonial.

Le Togo est également reconnaissant de voir son Haut-Commissaire de l'Afrique, le Gouverneur Général Boisson qui visite le Togo pour la première fois, depuis sa prise de commandement.

Mon Général, cette terre togolaise sur laquelle flotte le drapeau tricolore depuis bientôt 25 ans, sait tous les bienfaits de la France. Cette terre dont les traditions exigent la reconnaissance pour tout ce qu'on lui fait, ne saurait laisser passer ce moment sans vous dire les remerciements de son peuple. Nous savons que vous avez des soucis et si nous pouvons les faire disparaître nous le ferons avec beaucoup de plaisir.

Soyez simplement assuré que le Togo reste entier et restera toujours pour le Maréchal PETAIN, cet illustre Chef dont l'intelligence et le dévouement sont bien connus de nous tous.

A plusieurs reprises déjà nous avons dit à notre vaillant Commissaire de la République, le Gouverneur Montagné, que nous voyons en lui un éléphant, qui trace la ligne à suivre. Nous le suivons pas à pas, car nous avons en lui et en la France une confiance absolue. Mon Général, vous êtes le plus grand éléphant. Nous écouterons également vos conseils qui ne seront que pour notre bien-être.

Nous vous prions de dire à votre retour en France au Maréchal PETAIN, que ses enfants togolais sont de cœur avec lui. Dites-lui que la discipline est parfaite au Togo et qu'il peut compter sur notre loyalisme absolu.

Nous vous souhaitons bonne santé et bon retour en France, notre Mère-Patrie.

Vive la FRANCE  
Vive le Général WEYGAND.

2<sup>d</sup> — M. Emmanuel Ajavon, Membre Togolais  
du Conseil d'Administration du Territoire,  
propriétaire-agriculteur :

MON GÉNÉRAL,

Votre bref séjour parmi nous, nous apparaît comme une lueur de salut dans les ténèbres. Comme un capitaine qui rappelle à son équipage de rester à son poste de responsabilité au milieu d'une tempête afin de conduire le navire au bon port, vous êtes arrivé dans ce petit Togo pour apporter aux cœurs français vos paroles d'encouragement.

Votre présence nous dit de ne pas cesser d'avoir confiance dans votre noble Pays. Soyez certain, mon Général, que les Togolais ont confiance inébranlable dans le grand Chef Français qu'est le Maréchal PETAIN.

Notre petit pays uni et discipliné est heureux de la sage direction dont il jouit en la personne de son Commissaire de la République que nous connaissons comme un porte-parole fidèle de la France, pays qui nous a comblés de tant de bienfaits.

3<sup>e</sup> — *M. J. Savi de Tové,*  
*publiciste-agriculteur :*

MON GÉNÉRAL,

Permettez-moi de vous présenter au nom de la Jeunesse Togolaise l'hommage de notre respectueux dévouement ainsi que nos sincères souhaits de bienvenue.

Nous saluons en vous, mon Général, le glorieux soldat, défenseur du sol français, collaborateur immédiat et très écouté du vénéré Maréchal *PETAIN*, vous qui avez connu et vécu les horreurs de tant de batailles.

La défaite de la France nous a profondément émus. Mais dès le 22 juin dernier, le Togo tout entier garde le calme absolu, une discipline parfaite sous la direction éclairée de son Gouverneur, Commissaire de la République au Togo, car nous avons confiance totale dans le Chef de l'Etat Français.

Et comme nous savons que vous êtes la pensée vivante du Maréchal *PETAIN*, nous vous prions de lui dire, dès que vous serez de retour en France, que les Togolais sont très heureux et reconnaissants des vingt années d'une tutelle bienfaisante que votre grand pays a accepté d'exercer avec un si grand succès sur notre petit territoire. C'est avec joie et gratitude que nous admirons la France qui a été toujours fidèle aux traités.

C'est avec fierté que nous avons eu écho de la brillante défense de la Ville Impériale par le Grand Chef africain qu'est le Gouverneur Général Boisson, Haut-Commissaire de l'Afrique Française. Nous sommes très heureux de le saluer ici ce matin.

Avec votre foi ardente et légendaire, nous sommes certains, mon Général, que vous allez réussir, aux côtés du grand Chef de l'Etat Français, l'œuvre gigantesque de redressement intérieur et de cohésion entre la Métropole et l'Empire Colonial Français, œuvre que vous poursuivez actuellement.

Et nous savons également que quels que soient les destins de demain, les Togolais pourront compter toujours sur la sollicitude de la France, Nation que nous aimons tant pour ses principes généreux et à laquelle nous sommes profondément attachés.

Nous formons pour vous, mon Général, des vœux très sincères de bonne santé au cours de votre voyage si fatigant et un heureux retour en France.

Lomé, le 3 novembre 1940.

#### COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

à Commandants cercle et subdivision administrative

PRIORITÉ ABSOLUE.

N<sup>o</sup> 786 — Suis heureux vous faire connaître que Général WEYGAND, Délégué Gouvernement en Afrique Française, accompagné Gouverneur Général Boisson et officiers son état-major, a tenu marquer, au cours son premier voyage inspection qu'il vient d'effectuer dans toutes les colonies de la Fédération, arrêt de quelques heures à Lomé dans journée 2 Novembre. Décision du Général a été portée ma connaissance alors qu'accompagné par délégation corps constitués je faisais route dans matinée samedi 2 Novembre vers Cotonou pour saluer au nom Territoire représentant

Maréchal *PETAIN*. Ai eu honneur l'accueillir terrain aviation Lomé à dix heures 45 minutes et le conduire Palais Gouvernement où, malgré délais extrêmement réduits pour organisation réception, toute population européenne et imposante foule togolaise lui réservaient accueil enthousiaste tandis que compagnies milice rendaient honneurs. Général WEYGAND, dans allocution prononcée micro balcon Palais et parfaitement entendue grâce installation technique réalisée par ingénieur Brassard, remercia Français et Togolais de leur attitude calme, loyale, disciplinée et leur adressant salut Maréchal *PETAIN* leur a demandé continuer avoir foi entière dans défenseur Verdun qui, encore une fois, sauvera notre Patrie et dans destinées de notre Empire qui, par l'héroïque résistance Dakar, a illustré sa volonté de vie et de solidarité avec la Mère-Patrie. Cris « Vive la FRANCE » « Vive Maréchal *PETAIN* » « Vive Général WEYGAND » ont accueilli paroles Général qui, après réception corps constitués et notables, a déjeuné intimité Gouvernement. Général et Gouverneur Général ont quitté Lomé en avion quatorze heures en direction Cotonou.

L. MONTAGNÉ.

#### A LA POPULATION DE LOMÉ

M. le Général WEYGAND, accompagné de M. le Gouverneur Général Boisson, Haut-Commissaire de l'Afrique Française, a reçu, le 2 Novembre, de la part de la population européenne et togolaise de Lomé l'accueil de déférente sympathie qui était dû à la grande et noble personnalité du Délégué en Afrique Française du Maréchal *PETAIN*, Chef de l'Etat Français.

J'exprime aux Loméens tous mes remerciements pour l'empressement que, tardivement prévenus, ils ont apporté à venir entendre, au Palais du Gouvernement, la parole du grand soldat chargé de veiller à l'unité de l'Empire.

Je ne doute pas que son appel à la foi dans les destinées de notre Patrie et à l'union de tous n'ait trouvé un juste écho dans vos cœurs et vos esprits et ne vous ait fortifié dans votre volonté de persévérer dans l'attitude calme, loyale, disciplinée et confiante du Territoire depuis le 23 juin.

Il m'est agréable de saisir l'occasion qui m'est ainsi offerte aujourd'hui de m'adresser à la population de Lomé pour lui transmettre les remerciements que m'ont exprimés les ex-passagers du « Touareg » de l'accueil amical que vous leur avez réservé durant leur séjour parmi nous. J'y joins les miens très vifs et très sincères.

Lomé, le 3 Novembre 1940.

*Le Gouverneur des Colonies,*  
*Commissaire de la République au Togo,*

L. MONTAGNÉ.

**LISTE DES MARCHANDISES EN DEPOT**  
**et non déclarées dans les délais légaux.**

*(Art. 43 du décret du 11 novembre 1926)*

N° du REGISTRE	DATES	NOMS DES NAVIRES	PROVENANCE	MARQUES	NUMÉRO	ESPÈCES ET NOMBRE	POIDS
136	24. 11. 37	<b>Maaskerk</b>	Hambourg	S. C. O. A.	s/n	1 Colis Jante	2 Kgs.
41	12. 4. 38	<b>Edward Blyden</b>	Londres	III. Blanc	s/n	1 Botte fer en barres	20 —
133	23. 12. 38	<b>Canada</b>	Marseille	I Rouge	s/n	1 Tube galvanisé	25 —
11	12. 1. 39	<b>Fort de Souville</b>	Dunkerque	Loisne	s/n	9 Sacs papier Ciment	360 —
14	26. 1. 39	<b>Chelma</b>	Marseille	U. A. C.	s/n	9 Sacs Sel	162 —
24	23. 2. 39	<b>Dupleix</b>	Anvers	S. C. I. A.	1/5	5 Colis sacs vides	400 —
47	27. 4. 39	<b>Tagliamento</b>	Trieste	F. A. O.	1 rouge	1 pièce planche	13 —
55	26. 5. 39	<b>Congo</b>	Anvers	F. A. O.	s/n	1 pièce fer rond	13 —
61	5. 6. 39	<b>Hoggar</b>	Douala	F. A. O.	12.248.	2 Drums chaux	101 —
62	5. 6. 39	<b>Edward Blyden</b>	Liverpool	S. G. G. G.	s/n	2 pièces fer rond	20 —
62 <sup>bis</sup>	9. 6. 39	<b>Banfora</b>	Marseille	s/m	s/n	1 pièce tulle	1 —
72	6. 7. 39	<b>St. Basile</b>	Rouen	S. C. O. A.	s/n	4 Sacs papier Ciment	200 —
81 <sup>bis</sup>	29. 7. 39	<b>Banfora</b>	Marseille	J. H.	s/n	1 Couronne fil de fer	1 —
84	14. 8. 39	<b>Hoggar</b>	Marseille	9 A. LOMÉ 69	s/n	2 Tubes chaux	64 —
93 <sup>bis</sup>	14. 9. 39	<b>Canada</b>	Douala	F. A. O.	12.961	1 Barrique vide	252 —
102	2. 10. 39	<b>Anfora</b>	Trieste	R. E.	s/n	19 Sacs Sel	685 —
104	9. 10. 39	<b>Gabon</b>	Marseille	O. M. E.	s/n	5 Sacs Sel	165 —
108	26. 10. 39	<b>Deslrade</b>	Bordeaux	S.S.S.G.G.	927/2	1 Caisse Divers	2 —
115	14. 12. 39	<b>Reggestroom</b>	Amsterdam	9 K./LOMÉ/69	s/n	1 pièce negropot	5 —
120	10. 10. 39	<b>Tagliamento</b>	Trieste	S. G. G. G.	s/n	1 pièce sapin	5 —
120	10. 10. 39	<b>Tagliamento</b>	Trieste	D. T. G.	s/n	1 Botte Sacs papier	12 —
3	5. 1. 40	<b>Chelma</b>	Marseille	JOHN HOLT	s/n	3 Bidons chaux	66 —
6 <sup>bis</sup>	7. 1. 39	<b>Robert Holt</b>	Liverpool	HOLT	s/n	3 Sacs Ciment	120 —
—	—	<b>Tagliamento</b>	Trieste	S. G. G. G.	s/n	6 Barils Ciment	1.080 —
—	—	<b>Tagliamento</b>	Trieste	S. G. G. G.	s/n	1 Sac Ciment	50 —
—	—	<b>Maaskerk</b>	Amsterdam	D. T. G.	s/n	1 Barre fer rond	10 —
—	—	<b>St. Louis</b>	Amsterdam	9 G. 9 H. LOMÉ	s/n	2 Bottes fer rond	95 —
114 <sup>bis</sup>	10. 11. 39	<b>Congo</b>	Anvers	LOMÉ 70 Hamb.	s/n	1 Sac Ciment	50 —
—	—	<b>Voie de Terre</b>	Denu	s/m	s/n	1 Moteur et pièces de rechange	127 —
9	25. 1. 40	<b>Hoggar</b>	Marseille	S. C. O. A.	278.907/4	1 Caisse Cigarettes	32 —
11	2. 2. 40	<b>Hoggar</b>	Douala	U.A.C. LOMÉ M.S.	s/n	1 Bidon chaux	19 —
22	29. 3. 40	<b>Thomas Holt</b>	Liverpool	NIGER-RIAMEY O. M. 28	N° I	1 Caisse Divers	13 —
24	5. 4. 40	<b>Banfora</b>	Marseille	U. A. C.	s/n	1 Bidon chaux	41 —

La Vente aux enchères publiques dont les date et heure seront ultérieurement fixées aura lieu à Lomé au Magasin de la Douane un mois après la parution de la présente liste au Journal officiel du Togo.

BULLETIN  
PLUVIO

Septembre 1940

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALINÉ	KLOUTO	DAYE-KAKPA	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	NUATJA
1							15,5	14,4				0,5			3,1	
2	9,5		26,4	8,2			3,5		2,6			G		24,0		
3	0,4															
4					3,3	7,1	3,2	2,5			22,5	1,3	4,5		8,1	
5												1,6	3,6		10,5	3,0
6	G							60,3		42,5		14,1	9,7	25,5	13,5	3,1
7									40,8	4,0						
8	0,4	G					3,9				31,5					
9					3,4	1,2										2,1
10	G											G				3,1
11	5,8	26,1	2,1	6,6	8,4	2,5	5,9					6,1	12,5	25,0	20,3	56,0
12	3,5	12,6	12,7	34,5	2,0	2,4		12,5	8,0				3,6			
13																
14											33,0					
15	0,1														23,2	
16	G	G		G	1,2	2,5	1,5	22,5				G				
17					G									10,0		
18		G														
19								6,8			17,5					
20					2,0	5,0						10,0	4,6		5,3	
21					G		3,7	8,5				1,5		2,5	36,2	23,0
22												5,8	2,0		22,3	30,0
23	G					0,5	0,3	2,5				15,0	9,7	4,0		
24											17,8					
25												15,2	15,0	12,0	4,1	
26													3,2			5,0
27		G	3,2										4,1			
28																
29												5,7	4,0			3,1
30		G	2,2									G		6,4	5,1	
TOTAL	19,3	39,1	46,6	49,3	50,9	21,2	37,5	130,0	51,4	46,5	122,3	76,8	76,5	109,4	151,7	128,4
Hauteur d'eau depuis le 1 <sup>er</sup> sept. 1940	849,2	821,2	1084,4	1808,0	1018,5	686,5	692,5	941,8	788,7	696,7	1089,0	1209,4		1084,4	1482,9	753,8

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

# MÉTÉOROLOGIQUE

## METRIE <sup>(6)</sup>

Septembre 1940

ANLAME	ATAKPAME	OKOU	KLABE	YEGUE	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODE	BASSARI	GUERIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDE	MANGO	DAPANGO	DATES
G	4,8			6,6		8,0			6,5		17,4		1,0	10,0	3,2		1
22,0		8,2				13,6	12,2			15,1	4,9	1,4	1,0	32,1	22,3	6,0	2
		12,6		43,7	34,0	10,3			12,2	131,3		13,8	13,7	24,3	56,4	25,0	3
5,0				9,0		11,2	3,4	18,4	3,5		13,2	19,1	12,8	0,6	1,8		4
				6,3				7,0	14,3				10,0	20,3	18,2		5
29,0	8,7	13,2		10,2		5,0	27,6	42,0	26,8	25,0		0,6	7,7		1,3	6,0	6
				6,4	20,1	1,7					8,7						7
		0,8		3,0		9,0	2,5			3,3		0,8	6,1	0,8	7,8	6,0	8
				2,6	23,0		7,8		26,5	26,9		0,2	10,3	0,6	G		9
		6,1		4,5		5,4		22,0	14,2	25,7	3,8		6,5	29,6	16,6	3,0	10
22,8	5,3	7,0		5,2	13,5	7,2			1,0		G		13,0		G		11
						8,5		6,0			15,1	3,6	6,1				12
	G		10,5								1,5						13
									1,5	4,1	3,5			10,4		10,0	14
16,0	14,5			25,0	37,0	10,1	47,6		30,0					8,2	3,4		15
		9,3	13,7	15,5			1,4	29,0		21,4	20,4		8,0	14,6	G	2,0	16
1,3		6,7				2,1	1,1		26,2	13,4	2,4	23,7	5,0	2,7	G		17
28,9	G	5,1	5,8	20,6		13,7				11,9	11,7	18,3				9,0	18
	5,4						9,0		6,5		1,7		1,0		26,6		19
						22,1	10,7	6,5	6,5		8,6			9,4			20
25,4	5,5	23,0	25,8	1,5		17,3	2,2		4,3	9,5	16,5	15,5	11,5	12,2	8,7	5,0	21
26,4	6,2		4,6				0,7				2,1	17,7		9,1	2,3	57,0	22
5,6				3,3		7,5		10,0			G	0,3			6,3		23
5,4					34,0		34,6				G	12,2	10,5	9,9			24
1,4	7,6		5,9				48,1	41,5	13,5	13,0			12,2	20,6	37,9		25
	6,7	4,0				21,0		13,0	5,5	46,0	9,6	29,0	33,2	0,5		25,0	26
							5,4				3,8	7,5	16,6	25,5			27
						40,2	5,5	10,0	4,5	13,4	9,2				47,2		28
0,1		19,8		9,0			22,2	9,5	6,5		9,1		12,4				29
24,8	27,3	7,2		19,8	25,0		18,0	18,5	17,3	6,4	10,7				G		30
214,1	82,0	123,0	66,3	192,2	186,6	214,4	260,0	233,0	227,3	367,3	174,1	253,7	198,1	244,1	260,1	154,0	TOTAL
1283,1	1108,0	1296,0	1047,8	1315,8	1028,1	1328,2	1247,0	1254,5	944,1	1110,0	1513,8	5981,3	1321,8	1331,1	281,2	1021,5	Hauteur d'eau depuis Janv. 1940

Climatologie <sup>(1)</sup>

SEPTEMBRE 1940

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	12,3	26,1	85	95,0	27,3	73	72,9	26,9	76	85,0	26,7	76	47,0	25,2	89	66,2	26,3	79	24,3	22,1	87	63,5	25,8	72	98,5	25,8	71
2	12,7	25,0	82	96,0	26,4	86	72,9	27,7	86	84,0	24,2	91	46,9	23,8	95	65,8	25,2	73	25,2	20,7	91	63,3	23,9	80	99,0	23,0	92
3	12,6	23,5	87	95,6	27,4	77	72,2	23,4	88	84,9	25,5	83	26,9	24,5	96	66,0	26,7	80	24,5	23,1	86	62,7	26,3	72	77,5	25,8	62
4	12,5	25,3	88	90,3	25,5	83	72,6	25,1	86	85,8	24,1	89	46,9	23,3	97	66,4	25,4	84	26,0	23,0	87	63,4	24,3	78	97,7	25,6	66
5	13,4	23,7	82	90,0	27,7	76	72,7	26,1	80	86,4	25,1	82	47,5	24,5	88	66,9	26,4	80	26,1	23,2	82	64,2	25,0	79	78,3	26,0	68
6	13,3	26,5	90	96,1	26,0	84	72,2	25,0	90	86,1	25,0	94	48,0	23,8	97	66,8	26,0	78	26,3	23,2	82	64,6	23,3	74	98,2	23,0	80
7	12,9	25,0	86	96,2	26,8	77	73,6	25,0	82	86,1	25,0	82	49,5	24,7	90	67,2	26,3	78	26,6	22,0	88	63,0	23,3	68	97,7	26,5	65
8	11,8	26,5	84	96,5	27,5	64	73,3	26,2	74	86,5	26,8	72	48,0	24,8	82	66,2		76	26,1	23,4	85	63,8	26,0	74	97,7	24,7	76
9	11,5	26,0	85	95,4	27,9	75	73,8	26,4	77	84,9	26,0	80	46,9	24,9	90	65,6	26,0	81	23,7	24,0	86	63,1	26,8	73	95,5	26,8	67
10	11,9	26,7	86	95,6	26,7	88	73,1	26,6	87	85,2		88	46,5	24,3	94	66,2	26,0	78	24,2	23,7	80	62,9	27,1	72	96,3	26,8	82
11	13,1	25,1	86	95,7	25,7	83		25,5	90	86,5	25,3	89	47,7	23,9	97	66,9	25,8	80	25,7	22,3	93	63,9	25,1	85	97,3	25,3	83
12	13,8	24,2	85	96,9	24,7	86	72,9	25,6	82	86,0	24,5	89	48,0	22,8	95	66,8	26,4	76	26,0	23,2	92	64,3	23,8	78	97,4	26,5	70
13	13,1	24,9	85	97,0	23,8	87	73,1	25,1	85	87,8	25,4	80	48,0	24,1	93	66,9	25,6	78	26,1	23,2	87	64,5	26,7	66	97,0	27,7	69
14	12,5	26,0	83	96,1	27,5	84	72,7	27,0	84	86,2	26,3	77	47,2	25,0	90	65,3	26,5	82	25,2	23,5	89	64,3	26,5	73	96,0	28,6	69
15	11,8	25,5	84	95,0	26,9	76	72,9	28,0	73	85,3	26,1	77	46,5	25,0	85	61,2	26,4	63	24,5	23,0	81	62,6	26,0	66	96,1	26,3	65
16	11,8	25,7	83	94,9	26,4	83	72,7	26,0	86	84,8	26,8	83	46,5	24,2	89	65,3	25,0	77	24,0	22,3	82	62,5	25,6	66	95,4	25,2	75
17	12,7	25,3	86	96,1	25,9	85	72,3	26,7	85	85,0	24,7	84	47,2	23,8	95	66,0	25,7	79	24,8	23,0	86	63,1	24,4	78	95,7	24,4	77
18	12,5	25,1	84	96,2	25,9	78	72,3	26,0	86	85,6	24,6	80	47,8	24,3	90	66,4	26,3	77	25,2	23,1	88	63,5	25,6	73	96,2	26,2	68
19	11,3	25,1	85	95,4	26,7	70	71,8	25,5	84	84,8	26,0	80	46,6	24,7	87	65,7	25,2	77	24,7	21,7	86	63,3	24,8	67	96,3	24,0	72
20	10,7	26,3	84	94,8	25,3	75	71,9	25,8	81	84,4	26,5	80	46,1	25,3	90	64,9	26,0	78	23,9	23,3	90	61,9	25,2	63	94,4	26,8	68
21	11,4	26,3	83	94,9	27,1	84	72,2	26,4	86	84,6	25,6	88	46,1	25,7	96	66,0	26,8	87	24,7	20,6	99	64,5	24,0	86	96,9	25,0	88
22	12,5	26,1	84	96,1	27,5	79	72,9	23,0	92	86,0	26,0	83	47,3	24,0	93	66,1	26,1	87	25,2	22,2	98	64,2	24,5	91	97,1	26,3	79
23	11,7	26,2	84	95,7	27,0	83	72,7	26,5	87	84,6	25,9	81	47,4	24,0	97	65,3	25,6	86	24,8	22,7	89	64,2	25,2	92	96,7	27,7	66
24	10,9	25,7	86	95,4	26,9	79	72,6	26,4	83	84,8	26,2	76	46,5	23,9	89	65,3		78	26,9	23,4	83	62,7	26,7	70	96,3	26,0	66
25	10,9	26,4	79	94,6	29,0	69	72,6	26,6	79	84,5	26,0	82	46,2	24,9	97	65,2		80	24,2	23,4	83	62,6	26,7	73	95,9	25,8	82
26	10,9	26,5	81	94,6	27,5	80	71,7	25,2	84	84,5	25,8	76	46,4	23,4	93	65,0	25,6	77	24,3	22,0	82	62,7	24,9	79	96,2	25,5	70
27	11,4	25,4	85	94,2	26,5	79	71,8	25,7	86	84,4	25,4	82	46,9	23,5	91	66,8	26,2	74	24,3	22,4	81	63,5	25,6	67	95,7	25,2	67
28	11,1	25,4	84	94,9	27,5	78	72,5	26,9	76	84,4	26,0	78	46,5	24,9	88	65,4	25,5	73	24,0	21,7	69	63,0	25,1	72	95,5	25,6	78
29	11,4	25,0	80	94,8	27,6	76	72,6	27,2	75	84,1	26,7	73	46,5	24,7	84	65,6	25,8	78	23,6	22,0	79	62,6	24,9	64	94,7	27,0	64
30	11,4	26,4	79	93,6	27,5	80	72,0	27,2	77		26,4	77							24,7	22,8	86	63,0	26,1	71	95,8	25,5	65
Moy	12,1	25,7	81	95,5	26,9	79	72,6	26,2	83	86,3	25,6	81	47,0	24,3	91	65,9	25,6	79	24,9	22,6	80	63,4	25,6	73	96,7	26,2	72

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(1bis) Nouvelle station installée au poste de douane de Klouto à 670° d'altitude (arrêté N° 423 du 25.9.40).

(3) En degrés centigrades

(4) En %.



Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé.

**VENTES****sur SAISIE-IMMOBILIERE**

Il sera procédé, le Vendredi Vingt Décembre mil neuf cent quarante, à huit heures du matin, à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

**IMMEUBLE URBAIN BATI**

sis à LOME, immatriculé au Livre Foncier du Cercle de LOME, sous le numéro *quatre cent cinquante sept*, Volume III, Folio 56, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction à usage d'habitation, d'une surface de Cinq ares et Quarante sept centiares, confrontant au Nord la Rue de Verdun, à l'Est une rue non dénommée, au Sud terrain à Patrick SEDDOH et à l'Ouest terrain à Samuel AHYEE.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société à responsabilité limitée « THE UNITED AFRICA COMPANY LIMITED » au capital de £ 15.731.600, dont le siège social est à LONDRES (Angleterre), ayant un principal établissement à LOME (Togo), poursuites et diligences de Mr. Sylvanus OLYMPIO, son Agent fondé de pouvoirs pour le Togo, ayant pour Avocat-défenseur Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur Peter FAYOSEWOO, commerçant et propriétaire à LOME, en vertu :

1<sup>o</sup> — de la grosse en forme exécutoire du jugement N° 31, en date du 17 Juin 1932, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME, statuant en matière civile entre la société requérante, d'une part, M. Stephen AYI pris comme débiteur principal d'autre part, M. Peter FAYOSEWOO pris comme caution, aussi d'autre part;

2<sup>o</sup> — du certificat d'inscription d'une hypothèque prise au profit de la Société requérante, sur un immeuble appartenant à Peter FAYOSEWOO et faisant l'objet du Titre Foncier N° 457 du Livre Foncier du Cercle de LOME, ledit certificat d'inscription en date du 18 Juin 1930;

3<sup>o</sup> — d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 2 Juin 1939, enregistré à LOME, le 17 Juin 1939, F° 26, N° 226;

4<sup>o</sup> — d'un commandement valant saisie immobilière du ministère de Mr. REHART, Huissier à LOME, en date du 26 Octobre 1940, visé le même jour par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, enregistré le 28 Octobre 1940, F° 5, N° 15.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de : **DIX MILLE FRANCS** (Frs. 10.000,00), fixée par la créancière poursuivante.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,  
**R. VIALE.**

Pour tous renseignements, s'adresser à Me Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

Il sera procédé, le Vendredi Vingt-quatre Janvier mil neuf cent quarante et un, à huit heures du matin, à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

**IMMEUBLE URBAIN BATI**

sis à MANGO, immatriculé au Livre Foncier du Territoire du Togo, sous le numéro *Quatre vingt quatre*, Volume I, Folio 84, consistant en un terrain urbain, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une superficie de Sept ares et Quatre vingt centiares, limité au Nord par la place du Marché, à l'Est par un terrain domanial, au Sud par un terrain à propriétaire inconnu et à l'Ouest par un terrain domanial. Sur ledit terrain se trouvent édifiées diverses constructions à usage de boutique, de logement et de magasins.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société à responsabilité limitée « THE UNITED AFRICA COMPANY LIMITED » au capital de £ 15.731.600, dont le siège social est à LONDRES (Angleterre) ayant un principal établissement à LOME (Togo), poursuites et diligences de Mr. Sylvanus OLYMPIO, son Agent fondé de pouvoirs pour le Togo, ayant pour Avocat-défenseur Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur John Dagadu TREVEH, employé de commerce, domicilié à MANGO, en vertu :

1<sup>o</sup> — de la grosse en due forme exécutoire d'un jugement rendu par défaut par le Tribunal de Première Instance de LOME, à la date du Cinq Juillet 1940 signifié par exploit de Mr. REHART, huissier demeurant à LOME, le 2 Août 1940, F° 101 N° 19;

2<sup>o</sup> — d'une ordonnance mise à pied de requête rendue à la date du 16 Octobre 1940, Mr. le Président du Tribunal de Première Instance de LOME, autorisant la requérante à poursuivre l'exécution du jugement sus mentionné par la saisie de l'immeuble appartenant à John Dagadu TREVEH et faisant l'objet, du Titre Foncier N° 84 du Territoire du Togo, ladite ordonnance enregistrée à LOME, le 16 Octobre 1940, F° 56, N° 688;

3° — d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 15 Octobre 1940, lequel pouvoir a été enregistré le 16 Octobre 1940, F° 52, N° 527;

4° — d'une ordonnance rendue sur requête à la date du 28 Octobre 1940, par Mr. l'Administrateur-Adjoint des Colonies, Commandant la Subdivision de MANGO, ladite ordonnance commettant Mr. PERRET Jean, aux fonctions d'Huissier, enregistrée à LOME, le Cinq Novembre 1940, F° 6, N° 6;

5° — d'un commandement valant saisie-immobilière du ministère de Mr. PERRET Jean, Huissier, à MANGO, en date du 28 Octobre 1940, visé le même jour par Monsieur l'Administrateur-Adjoint des Colonies, Commandant la Subdivision de MANGO et par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, enregistré le Cinq Novembre 1940, F° 6, N° 5;

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de : **DIX MILLE FRANCS** (Frs. 10.000,—) fixée par la créancière poursuivante.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,  
**R. VIALE.**

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.

#### Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

Il sera procédé, le Vendredi Vingt Décembre mil neuf cent quarante, à huit heures du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

#### **IMMEUBLE URBAIN BATI**

sis à ANECHO (Cercle du Sud) quartier Djamadji, immatriculé au Livre Foncier du Territoire du Togo, sous le numéro Deux, cent douze, Volume II, F° 11, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de trapèze, d'une superficie de Quatre ares et Vingt deux centiares, portant une construction en briques de ciment couverte de tôles, confrontant au Nord ABBEY, à l'Est John VIGNON, au Sud une rue non dénommée et à l'Ouest, une rue non dénommée, allant du Temple Protestant vers la plage.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société anonyme G. B. OLLIVANT, dont le siège social est

à COTONOU (Dahomey), agissant aux poursuites et diligences de Mr. Charilaos MOUZALAS, son Agent fondé de pouvoirs pour le Togo, ayant pour Avocat-défenseur, Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur Benjamin VIGNON, employé de commerce, demeurant et domicilié à ANECHO, en vertu :

1° — du certificat d'inscription d'une hypothèque prise au profit de la société requérante, sur ledit immeuble à la date du Quinze Septembre mil neuf cent trente huit;

2° — de la grosse en forme exécutoire d'un jugement en date du cinq juillet mil neuf cent quarante, enregistré, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME, statuant en matière commerciale, entre la Société requérante d'une part, et M. Benjamin VIGNON, d'autre part;

3° — d'un pouvoir spécial sous seing privé, en date du 10 Octobre 1940, enregistré à LOME, le 23 Octobre 1940, folio 39, numéro 530;

4° — d'un commandement valant saisie-immobilière du ministère de M. GUERIN Edmond, faisant fonctions d'Huissier à ANECHO, en date du dix-sept Octobre mil neuf cent quarante, visé le même jour par Monsieur l'Administrateur des Colonies, Commandant le Cercle d'ANECHO et par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, enregistré le Vingt trois Octobre mil neuf cent quarante, F° 4, N° 39.

L'adjudication aura lieu sur la Mise à prix de : **DIX MILLE FRANCS** (Frs. 10.000,00), fixée par la créancière poursuivante.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné :  
**R. VIALE.**

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.

#### Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

Le samedi 23 Novembre 1940 à 15 heures, au garage de la SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAÏN, à Atakpamé, (cercle du Centre), aura lieu la **vente aux enchères publiques** d'un camion avec cabine, marque Dodge, 1 T. 500, 23/25 CV., modèle 1937, immatriculé sous le N° TT 729, saisi à la requête de la société sus-mentionnée sur le sieur Michel GBAGUIDI.